

LA RECONSTRUCTION D'HAÏTI : PROBLÈMES ET POSSIBILITÉS SOMMAIRE DES OBSERVATIONS

Monseigneur Richard Smith, président de la Conférence des évêques catholiques du Canada, (CECC), et le vice-président, Monseigneur Paul-André Durocher, ont participé à une mission de solidarité en Haïti, en collaboration avec l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP), du 14 au 21 décembre 2011. Pour cette visite de solidarité, ils étaient accompagnés par M. Michael Casey, directeur général de Développement et Paix, M. Normand Comte, chargé de programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et M. François Gloutnay, agent de communications, ainsi que par le secrétaire général adjoint de la CECC, M. Bede Hubbard. On trouvera les rapports quotidiens de la CECC, ainsi que des fiches documentaires, sur le site de la CECC, en anglais (<http://www.cccb.ca/site/eng/media-room/media-releases/solidarity-mission-to-haiti>) et en français (<http://www.cccb.ca/site/frc/salle-de-presse/communiqués/mission-de-solidarite-en-haiti>). Pour sa part, Développement et Paix a publié un blogue quotidien traitant de la visite, avec des photos et d'autres renseignements pertinents, sur son site internet (<http://www.devp.org/>).

La mission de solidarité avait pour objectifs de 1) célébrer les rapports établis de longue date entre l'Église en Haïti et l'Église au Canada; 2) approfondir les relations entre les évêques du Canada et les évêques d'Haïti; 3) observer sur place les projets de reconstruction et les secours d'urgence soutenus par l'OCCDP grâce à la générosité des catholiques canadiens; 4) souligner et encourager le dévouement des religieuses, religieux et autres bénévoles canadiens en Haïti. Un cinquième objectif s'est imposé à l'évidence pendant la visite : célébrer la solidarité et les réalisations de *Caritas Internationalis*, le réseau catholique mondial qui est engagé dans un programme de reconstruction de 217 millions \$ touchant le logement, les soins de santé, la sécurité alimentaire et la planification des mesures d'urgence en cas de catastrophe¹. Développement et Paix est le membre canadien de *Caritas Internationalis*; ses deux membres américains sont les *Catholic Relief Services* et les *Catholic Charities USA*. On peut trouver un rapport détaillé et une galerie de photos sur les projets de Caritas en Haïti

- en anglais, « Haiti two years after the earthquake »

<http://caritas.org/activities/emergencies/HaitiTwoYearsIntro.html>

Galerie de photos: <http://caritas.org/activities/emergencies/GalleryHaitiTwoYears.html>

- en français, « Haïti, deux ans après le séisme »

<http://caritas.org/activities/emergencies/HaitiTwoYearsIntro.html>

Galerie de photos: <http://caritas.org/fractivities/emergencies/GalleryHaitiTwoYears.html>

- en espagnol, « Haití, dos años después del terremoto »

<http://caritas.org/esactivities/emergencias/HaitiTwoYearsIntro.html>

Galerie de photos: <http://caritas.org/esactivities/emergencias/GalleryHaitiTwoYears.html>

¹ « Haïti : un an après le séisme : Que fait le réseau Caritas ? » {<http://www.caritas-int.be/fr/aide-a-letranger/projets-par-pays-region/amerique-du-sud/haiti/2011-haiti-1-jaar-overzicht-van-ons-werk/haiti-1-jaar-caritas-netwerk.html>}.

La mission d'observation avait également à cœur de contribuer à donner aux évêques et aux fidèles du Canada une idée plus précise des efforts de reconstruction en Haïti depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et de faire mieux comprendre pourquoi les projets de reconstruction semblent progresser si lentement. La visite a fait la preuve qu'il importe aussi de donner aux Canadiennes et aux Canadiens un aperçu plus complet de la situation en Haïti, avant et après le séisme, pour leur faire saisir les défis que doit relever le peuple haïtien, les possibilités qui s'offrent à lui et les efforts nécessaires pour reconstruire le pays et en rebâtir le tissu social.

La visite de solidarité en Haïti, à l'instar d'une consultation préalable organisée en 2010 par la Conférence religieuse canadienne avec des religieux et religieuses d'Haïti, d'Amérique du Sud, des États-Unis et du Canada², a fait ressortir les points suivants³, que la CECC présente ici pour stimuler la discussion et la réflexion chez les catholiques du Canada.

1. Les conditions préexistantes

- a) Avant le tremblement de terre, les évêques haïtiens pressaient déjà leur gouvernement de se doter d'un plan national de développement du pays.⁴
- b) Les spécialistes des sciences sociales tiennent Haïti pour un « État défailant ». Pour des raisons politiques, économiques et sociales, le pays reçoit cette cote dans la catégorie « alerte » du groupe d'analyse américain *Fund for Peace* depuis que ce dernier a entrepris de publier son classement en 2005. L'État défailant ou déstructuré a généralement pour caractéristiques « un gouvernement central si faible qu'il n'a pratiquement que peu de contrôle sur la plus grande partie de son territoire; l'absence de services publics; une corruption et une criminalité endémiques; des réfugiés et des mouvements de population non voulus; un déclin économique prononcé⁵ ».
- c) Haïti est le pays le plus appauvri de l'hémisphère occidental. Son produit national brut par habitant est de 660 \$US, soit la moitié de celui du Nicaragua, deuxième pays le plus pauvre des Amériques. Soixante-dix-huit pour cent des Haïtiens sont « pauvres » (moins de 2 \$US par jour) et plus de la moitié (54 %) vivent dans la pauvreté extrême (moins de 1 \$US par jour). En milieu rural, la pauvreté et la pauvreté extrême touchent respectivement 84% et 69% de la population. Plus des deux tiers de la main-d'œuvre haïtienne n'a pas d'emplois formels⁶.
- d) Le pays n'a presque jamais eu de vrai gouvernement démocratique. L'occupation américaine, de 1915 à 1934, a été suivie de plusieurs coups d'État puis de près de 30 années de dictature sous la famille Duvalier (1957-1986), qui violait impunément les

² La CECC, qui était représentée à la réunion de juin 2010, a confirmé par la suite qu'elle travaillera en étroite collaboration avec la CRC et l'OCCDP à partager l'information et les plans au sujet des projets de reconstruction en Haïti.

³ On trouvera au fil du présent document des sources documentaires complémentaires, identifiées à la suite de la visite de solidarité; les renseignements qui ne font pas l'objet de notes infrapaginales proviennent des entrevues réalisées pendant la visite avec des Haïtiennes et des Haïtiens, des représentants de l'Église et des agences non gouvernementales en Haïti. Les nombreuses sources consultées reflètent un large consensus sur les problèmes fondamentaux tandis que les statistiques souvent contrastées traduisent les limites des données statistiques disponibles en Haïti.

⁴ Voir, par exemple, le rapport du 4 janvier 2010, « Haïti – Développement – L'évêque des Cayes réclame un plan » [<http://newsgroups.derkeiler.com/Archive/Soc/soc.culture.haiti/2010-01/msg00004.html>].

⁵ http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_Failed_States_Index#2006.

⁶ <http://www.haitipartners.org/stories-news/haiti-statistics/>.

droits humains et imposait une forme d'autorité arbitraire en se plaçant au-dessus des lois du pays. Dans ses 200 ans d'histoire, Haïti a connu 32 coups d'État⁷ en plus de voir chassé son premier président démocratiquement élu, M. Jean-Bertrand Aristide. Les Haïtiens interviewés pendant la visite nous ont dit que, depuis 1986, seuls deux Présidents sont parvenus à maintenir brièvement l'ordre et la stabilité tout en respectant les droits humains.

- e) La faiblesse du gouvernement central et des municipalités ressort de leur incapacité de percevoir les impôts, de faire fonctionner un système d'enseignement accessible à tous les enfants, de maintenir un réseau routier adéquat, de fournir des transports en commun ou même d'assurer la collecte des ordures ménagères. La faiblesse des infrastructures limite gravement les communications; c'est ainsi qu'on ne peut pratiquement capter la radio nationale que dans la région de Port-au-Prince.
- f) Le gouvernement haïtien dépend pour survivre de l'aide économique internationale publique : plus de la moitié de son budget annuel vient de ressources extérieures⁸.
- g) La ville de Port-au-Prince a été conçue pour répondre aux besoins de quelque 300 000 personnes. Quant le séisme est survenu, le 12 janvier 2010, près du quart de la population du pays habitait cette région métropolitaine, les deux tiers de la main-d'œuvre n'avaient pas d'emplois formels et on estime que la surpopulation est un facteur important pour expliquer le grand nombre des victimes du tremblement de terre⁹.
- h) Port-au-Prince n'est pas seulement la capitale du pays mais aussi son principal port de mer et son seul aéroport international. Les gens parlent de la « République de Port-au-Prince ». On estime que 80 pour cent de l'économie nationale se concentre dans l'agglomération de la capitale. Avant et pendant la visite, le besoin de décentralisation a été évoqué à plusieurs reprises. Depuis 1987, la Constitution d'Haïti exige la décentralisation¹⁰ et le nouveau président du pays en parle comme d'une « pierre angulaire essentielle qui soutient ma vision d'une Haïti nouvelle¹¹ ».
- i) Les deux tiers des Haïtiens dépendent du secteur agricole, et en particulier d'une petite production de subsistance¹².
- j) La moitié des enfants haïtiens de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Plus de 7 pour cent des bébés meurent à la naissance. En Haïti, il y a 523 décès maternels par 100 000 naissances, en regard de huit en Europe. Sur 1000 nouveau-nés haïtiens, 80 meurent avant leur premier anniversaire¹³.
- k) La moitié des enfants haïtiens en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas inscrits à l'école. Le tiers des petites Haïtiennes de plus de six ans ne vont jamais à l'école. Environ

⁷ Michele Kelemen, « Haiti Starts Over, Once Again »

{<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=1741707&ps=rs>}.

⁸ U.S. Central Intelligence Agency {<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html>}.

⁹ « Haiti », *The New York Times*, 7 janvier 2012

{<http://topics.nytimes.com/top/news/international/countriesandterritories/haiti/index.html>}.

¹⁰ Voir Véronique Dorner, « La décentralisation en Haïti », *Bulletin de l'Association Euro-Africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement*, 15, 1998 {<http://apad.revues.org/565>}.

¹¹ « A Quake-Scarred Nation Tries a Rural Road to Recovery », *The New York Times*, 24 décembre 2011 {<http://www.nytimes.com/2011/12/25/world/americas/in-countryside-stricken-haiti-seeks-both-food-and-rebirth.html?ref=haiti>}.

¹² U.S. Central Intelligence Agency {<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html>}.

¹³ <http://www.haitipartners.org/stories-news/haiti-statistics/>.

30 pour cent des élèves haïtiens du primaire ne termineront pas leur troisième année et 60 pour cent abandonneront l'école avant la sixième année¹⁴.

- l) On estime que 80 pour cent des Haïtiens les plus instruits vivent à l'extérieur d'Haïti.
- m) Depuis 2004, les Nations Unies ont en Haïti une opération de maintien de la paix. La MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti) a été instituée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle remplace la Force intérimaire multinationale que le Conseil de sécurité avait autorisée plus tôt la même année quand l'ancien président, M. Bertrand Aristide, s'était exilé après qu'un conflit armé eut éclaté dans plusieurs villes du pays¹⁵.

2. L'impact du séisme du 12 janvier 2010

- a) Le tremblement de terre qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010 a réduit en ruines une grande partie de la ville de Port-au-Prince. La Banque interaméricaine de développement a estimé que le coût total du désastre devait se chiffrer entre 8 et 14 milliards \$US, en comptant de 200 000 à 250 000 pertes de vie. En 2011, le gouvernement a révisé ce chiffre et porté le nombre total de pertes de vie à 316 000 sans expliquer toutefois comment ce nouveau bilan avait été établi¹⁶. Par ailleurs, d'autres régions du pays ont été gravement touchées, notamment la ville de Jacmel.
- b) On estime à 1,1 million le nombre des personnes déplacées qui se sont retrouvées sans abri. Plus de 600 000 vivent toujours dans des camps¹⁷.
- c) Les défis les plus urgents pour les survivants consistaient à se trouver un abri d'urgence, des couvertures, des tentes, des vêtements, de la nourriture, des lampes et des piles; ils avaient aussi besoin de counseling et devaient veiller à se prémunir de la contagion provoquée par les cadavres non ensevelis¹⁸. L'aide internationale a d'abord dû s'employer à rouvrir l'aéroport et le port maritime afin d'acheminer de l'eau potable, de la nourriture, des abris d'urgence et autres fournitures de première nécessité.
- d) Il a fallu un mois pour dégager les principales artères de Port-au-Prince et pour réactiver les services bancaires et les autres transactions financières.
- e) Le nombre de tonnes de gravats dégagés de Port-au-Prince depuis deux ans constitue un record mondial en comparaison des opérations qui ont suivi d'autres séismes importants ailleurs dans le monde.
- f) Les bailleurs de fonds internationaux ont promis à Haïti de lui verser 5,3 milliards \$ en aide, au lendemain du séisme, mais d'après les Nations Unies on n'a acheminé jusqu'ici que 43 pour cent des sommes promises¹⁹.
- g) Deux ans après le tremblement de terre, la reconstruction des édifices et des routes ne fait que commencer²⁰.

¹⁴ <http://www.haitipartners.org/stories-news/haiti-statistics/>.

¹⁵ MINUSTAH / Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
{<http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/minustah/>}

¹⁶ « Haïti », *The New York Times*, 7 janvier 2012.

¹⁷ http://www.spiritains.qc.ca/146/Reconstruction_decevante_deux_ans_apres_le_seisme.htm?id_article=5040.

¹⁸ « Caritas Haïti : 'Le pire désastre vécu par le pays' », Zenit, 15 janvier 2010 {<http://www.zenit.org/article-23219?l=french>}.

¹⁹ « Haïti », *The New York Times*, 7 janvier 2012.

²⁰ *The New York Times*, 4 janvier 2012.

{<http://topics.nytimes.com/top/news/international/countriesandterritories/haiti/index.html>}.

3. Un enchevêtrement de problèmes

- a) Le séisme a pratiquement interrompu la plupart des services gouvernementaux. Le palais présidentiel a été l'un des principaux édifices détruits, mais ce fut aussi le cas de la plupart des ministères.
- b) Après deux ans, la plus grande partie des gravats a été évacuée mais il aura fallu une année complète pour dégager 5 pour cent des décombres²¹.
- c) Plusieurs institutions et agences catholiques ont subi de lourds dommages : bureaux, églises paroissiales et chapelles de mission, écoles, orphelinats et résidences de religieux ou religieuses. La cathédrale de Port-au-Prince et la plus grande partie des bureaux de l'archidiocèse ont été détruites. D'autres bureaux ecclésiastiques importants ont été dévastés, dont ceux de la Conférence des évêques d'Haïti, de la Conférence haïtienne des religieux et de Caritas Haïti, ainsi que le grand séminaire de Port-au-Prince.
- d) En plus de voir disparaître plusieurs de leurs leaders, dont Monseigneur Joseph Serge Miot, alors archevêque de Port-au-Prince, les responsables qui ont survécu et qui se sont employés à organiser les secours d'urgence au milieu du chaos ont dû en outre composer avec un traumatisme personnel, l'épuisement physique et le burn-out.
- e) En octobre de l'année du séisme, une épidémie de choléra s'est déclarée en Haïti : jusqu'ici, la maladie a touché 520 000 personnes et provoqué 7000 décès. On impute cette épidémie de choléra, l'une des pires de l'histoire moderne, à la présence des troupes de maintien de la paix des Nations Unies²². Les efforts qui se poursuivent pour soigner les malades et stopper l'épidémie font que les agences nationales et internationales ne peuvent se consacrer entièrement à la reconstruction.
- f) En novembre 2010, la situation s'est encore compliquée quand l'ouragan Tomas a provoqué de graves inondations dans certaines régions du pays.
- g) Même avant que ne surviennent le tremblement de terre, l'épidémie de choléra et les dommages causés par l'ouragan, Haïti dépendait déjà de l'étranger pour se nourrir. Des observateurs estiment que 80 pour cent de la nourriture consommée en Haïti est importée (dont la plus grande partie du poulet et du riz, qui viennent des États-Unis); le gouvernement haïtien affirme de son côté que 52 pour cent de la nourriture est importée aujourd'hui, à comparer à 20 pour cent seulement, voici quelques dizaines d'années²³.
- h) Les projets de reconstruction exigent qu'on importe du ciment, des blocs de béton et même du sable (les montagnes d'Haïti sont surtout formées de pierre calcaire : il faut donc acheter à l'étranger et transporter dans le pays de grandes quantités de sable de maçonnerie).
- i) Ces difficultés sont encore compliquées par l'absence d'infrastructures et les coûts élevés, les problèmes de masse monétaire et de taux de change.
- j) Outre la perte des registres des biens et autres documents officiels lors du séisme, la reconstruction a encore été ralentie par un mauvais système d'enregistrement foncier et de transfert des propriétés.

²¹ « The Big Picture » {http://www.boston.com/bigpicture/2011/01/haiti_one_year_later.html}.

²² « Choléra en Haïti: 7000 morts, 520 000 cas », Agence France Presse, 6 janvier 2012

{<http://www.cyberpresse.ca/international/amerique-latine/201201/06/01-4483460-cholera-en-haiti-7000-morts-520-000-cas.php>}.

²³ « A Quake-Scarred Nation Tries a Rural Road to Recovery », *The New York Times*, 24 décembre 2011.

- k) Plusieurs organisations non gouvernementales et agences de développement qui voulaient apporter de l'aide au lendemain du séisme de 2010 ont dû attendre jusqu'à un an pour obtenir des autorités haïtiennes les permis nécessaires.
- l) La présence des casques bleus et d'un grand nombre d'organisations non gouvernementales a provoqué une hausse du coût de la vie et des prix du logement pour tous les Haïtiens; la reconstruction a fait bondir le prix des matériaux de construction.

4. L'absence de planification d'ensemble

- a) Peu après le premier anniversaire du tremblement de terre, l'organisme caritatif britannique Oxfam a critiqué les efforts de reconstruction. En matière de reconstruction, 2010 aurait été une « année d'indécision », plombée par l'immobilisme du gouvernement haïtien et la prolifération des organisations d'aide gouvernementales et non gouvernementales qui suivent chacune son propre plan d'action²⁴.
- b) Même si les autorités ecclésiastiques, les communautés religieuses et les agences de développement haïtiennes reconnaissent qu'il faut reloger en dehors des limites de la ville de Port-au-Prince au moins quelques-uns des bureaux de l'Église, de manière à diminuer l'impact que pourraient avoir d'autres situations d'urgence dans la région de la capitale, il ne semble y avoir ni consensus sur la décision à prendre ni démarche planifiée quant à la façon de procéder.
- c) Toute décentralisation des structures de l'Église, y compris la planification pour reconstruire les églises paroissiales et les chapelles de mission, dépend du plan régional du gouvernement haïtien et des plans d'urbanisme des autorités municipales. La Constitution du pays exige une planification gouvernementale depuis 1957 mais le ministère compétent est en veilleuse depuis 1986²⁵.
- d) Il y a au moins certains projets de reconstruction qui prévoient de nouveaux ensembles domiciliaires en bordure des frontières municipales actuelles de Port-au-Prince. De même, on envisage de construire un nouveau centre universitaire en périphérie de la ville actuelle; il pourrait comprendre un grand séminaire. Ces plans et ces projets seront affectés, eux aussi, par les décisions prises aux niveaux national et municipal.
- e) Quels que soient les plans et les projets de reconstruction lancés par *Caritas Internationalis*, par le Nonce apostolique en Haïti ou par des diocèses ou des communautés religieuses, il y faudra une approche coordonnée et la participation éventuelle de la Conférence des évêques d'Haïti, de la Conférence haïtienne des religieux et de Caritas Haïti. La coordination a été ralentie par la destruction des bureaux lors du séisme.
- f) Le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), la Conférence des évêques catholiques des États-Unis (USCCB) et la CECC, ainsi que plusieurs conférences épiscopales et diocèses européens sont disposés à contribuer financièrement à la reconstruction de l'Église en Haïti. Au lendemain d'une réunion tenue à Miami en 2010, les évêques d'Haïti ont annoncé un projet de reconstruction nommé la PROCHE (Proximité

²⁴ Nathaniel Gronewold, « Earthquake-Relief Officials in Haiti Hoping 2011 Brings Better Results », *The New York Times*, 13 janvier 2011 {<http://www.nytimes.com/gwire/2011/01/13/13greenwire-earthquake-relief-officials-in-haiti-hoping-20-65989.html?pagewanted=all>}.

²⁵ Ministère de la Planification et de la Coopération externe, « Historique » {<http://www.mpce.gouv.ht/>}.

catholique avec Haïti et son Église)²⁶. Toutefois, ce projet a été ralenti par le départ, coup sur coup, de deux directeurs généraux et on ne voit pas encore clairement comment la Conférence des évêques d'Haïti, le CELAM, l'USCCB et la CECC vont mettre en œuvre cette initiative, encore que l'USCCB ait fait savoir que son apport à la reconstruction d'Haïti sera versé à la PROCHE²⁷.

- g) Tous les plans de reconstruction d'édifices ecclésiastiques dépendent dans une certaine mesure du Plan de reconstruction national de l'État haïtien. Ce plan a été retardé parce que les élections législatives, d'abord fixées au 28 février 2010, ont dû être reportées au 28 novembre à cause du tremblement de terre²⁸. Il fallait élire 10 sénateurs et 99 députés; en outre, il y avait aussi une élection présidentielle en novembre. Le président actuel, M. Michel Martelly, n'est entré en fonction que le 14 mai 2011, après un second tour en mars. Les deux premiers candidats qu'il a présentés au poste de premier ministre ont été rejetés, le premier par la Chambre des députés et le second par le Sénat.
- h) Lors de l'inauguration de M. Martelly à la présidence de la République d'Haïti, Mgr Louis Kébreau, archevêque de Cap-Haïtien et alors président de la Conférence des évêques d'Haïti, a lancé un appel au dialogue national afin d'établir un plan national pour le développement durable, la réconciliation, un code de déontologie politique et un pacte pour le gouvernement du pays²⁹.
- i) Même si la campagne présidentielle de M. Martelly avait mis l'accent sur l'éducation, la presse a surtout commenté deux autres décisions politiques importantes, critiquées l'une et l'autre : le prolongement de la mission onusienne de maintien de la paix en Haïti et le réarmement de l'armée haïtienne³⁰.
- j) La *Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti*, coprésidée par Jean-Max Bellerive, alors premier ministre d'Haïti, et l'ancien président américain Bill Clinton, avait été créée en avril 2010 « pour chercher à planifier et à mettre en œuvre, de manière coordonnée, efficace et efficiente, les plans et les projets pour la reconstruction et le développement d'Haïti au lendemain du séisme du 12 janvier 2010 ». Quoique M. Martelly ait proposé en juillet 2011 de prolonger d'un an le mandat de la Commission, ses travaux ont depuis été suspendus³¹.
- k) Parmi les projets importants reconnus par la Commission pour la reconstruction d'Haïti, il y avait la relance de l'agriculture, en recourant notamment à des semences génétiquement modifiées, le développement du tourisme et la création de nouvelles zones manufacturières, dont de nouvelles usines et un parc industriel géré par des Sud-Coréens

²⁶ Voir : « Haïti - PROCHE : l'AED s'associe » {<http://paroissedubonpasteur.over-blog.com/article-haiti-proche-l-aed-s-associe-64912604.html>}; "PROCHE – CEH: Rebuilding Haiti" {<https://sites.google.com/a/proche-ceh.org/www/>}; et « An Update on Church Reconstruction in Haiti », par le Père Andrew Small, O.M.I., Church in Latin America, Office of National Collections, United States Conference of Catholic Bishops {<http://uspartners.crs.org/haiti-resources/church-reconstruction-in-haiti.pdf>}.

²⁷ « Les évêques américains approuvent des financements en vue de la reconstruction d'Haïti et dans le cadre de 174 projets de solidarité en Amérique latine », Agence Fides, 23 novembre 2011

{<http://www.fides.org/aree/news/newsdet.php?idnews=31712&lan=fra>}.

²⁸ http://en.wikipedia.org/wiki/Haitian_general_election,_2010%E2%80%932011.

²⁹ <http://www.haitielections2010.com/details.php?id=608>.

³⁰ « Discours de Martelly à l'ONU », *Le Nouvelliste*, 23 septembre 2011

{<http://www.lenouvelliste.com/article.php?PubID=1&ArticleID=97551&PubDate=2011-09-23#Suite>};

« Martelly célèbre l'indépendance en promettant l'armée », *Le Matin*, 9 janvier 2012

{<http://www.lematinhaiti.com/contenu.php?idtexte=28175>}.

³¹ Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti {<http://www.cirh.ht/>}.

et financé en partie par les États-Unis. En décembre 2011, la Banque mondiale a approuvé une enveloppe de 50 millions \$ pour des projets agricoles. Mais les propositions de la Commission pour la reconstruction ne semblent pas bénéficier d'un large appui populaire. Plusieurs Haïtiens n'ont pas oublié que, sous le régime Duvalier, les installations touristiques servaient une élite opulente et que les zones industrielles créées dans le passé n'offraient que des emplois mal rémunérés presque sans avantages sociaux ni protection pour les travailleurs. Par ailleurs, les petits producteurs ont organisé récemment une série de protestations pour dissuader le Président Martelly d'introduire dans le pays des semences génétiquement modifiées.

- 1) Dans sa première conférence de presse, le 6 janvier 2012, le premier ministre M. Garry Conille, nommé en octobre, a reconnu que le principal défi pour le gouvernement consiste à définir et à mettre en œuvre un programme commun pour Haïti³².

5. Des raisons d'espérer

- a) Les Haïtiens sont fiers de leur détermination et de leur indépendance. Ils ont proclamé le premier État noir en 1796 et ils sont devenus la deuxième république indépendante de l'hémisphère occidental en 1804. À l'époque, le Saint-Siège avait été le premier État souverain à reconnaître Haïti.
- b) Au 18^e siècle, Haïti produisait plus de la moitié du café dans le monde et 40% du sucre consommé en France et en Grande-Bretagne. Les échanges avec Haïti représentaient alors 40% du commerce extérieur de la France, qui était la première économie européenne³³.
- c) Au 19^e siècle, Haïti était autosuffisante pour sa production alimentaire et économiquement stable³⁴.
- d) Au début du 20^e siècle, Haïti était une destination touristique populaire et son système d'éducation lui permettait de former des médecins qui travaillaient dans les hôpitaux américains, alors fermés aux Américains d'ascendance africaine.
- e) La générosité de communautés religieuses venues du Canada et d'ailleurs continue de porter fruit en Haïti, non seulement du fait du travail accompli dans le passé, mais parce qu'on reconnaît encore aujourd'hui leur dévouement, la qualité de leur enseignement et l'intégrité de leur témoignage.
- f) Haïti a la grâce d'avoir aujourd'hui des communautés religieuses autochtones, dont l'apport dynamique à la vie de l'Église et de la société est largement reconnu.
- g) En dépit du chaos et des problèmes qui ont suivi le séisme de janvier 2010 et de l'épidémie de choléra qui a frappé le pays en novembre de la même année, et malgré une longue histoire agitée de coups d'État et de violence politique, Haïti a connu des élections relativement paisibles en novembre 2010, un second tour réussi pour les présidentielles en mars 2011 et une passation de pouvoirs sans histoires.

³² « 2012 : Une année de défis et d'opportunités pour Haïti, escompte le gouvernement Conille », Alter Presse, 9 janvier 2012 {<http://www.alterpresse.org/spip.php?article12166>}.

³³ San José State University, Department of Economics, « Political and economic history of Haiti » {<http://www.sjsu.edu/faculty/watkins/haiti.htm>}.

³⁴ Laurent Dubois et Deborah Jensen, « Haiti Can Be Rich Again », *The New York Times*, 8 janvier 2012 {http://www.nytimes.com/2012/01/09/opinion/haiti-can-be-rich-again.html?_r=1&ref=Haiti}.

- h) Les secours nationaux et internationaux ont empêché qu'éclate une famine au lendemain du tremblement de terre de 2010.
- i) Le séisme a donné lieu à un vaste élan de cohésion nationale, avec à peine quelques affrontements sociaux, ainsi qu'à une vague de fond de solidarité internationale.
- j) Quoique 600 000 personnes vivent toujours dans des abris de fortune à cause du séisme, un demi-million d'Haïtiens ont été relogés en deux ans.
- k) Des projets pilotes dans le domaine du logement et du développement communautaire ont été couronnés de succès; les partenaires de Caritas, dont Développement et Paix, ainsi que d'autres agences internationales, travaillent donc à préparer d'importants projets d'habitation et d'action communautaire.
- l) Haïti peut compter sur plusieurs organisations communautaires dynamiques, bien que de taille modeste, avec des membres résolus à reconstruire non seulement leur collectivité mais le pays lui-même.
- m) La majorité de ces organisations communautaires sont étroitement reliées à l'Église, directement ou indirectement.
- n) Avec l'aide et les encouragements d'agences de l'extérieur, plusieurs projets communautaires fonctionnent très bien sur le plan local; ils sont axés sur l'éducation, sur la participation des femmes, sur l'autonomie alimentaire, sur le reboisement, sur la conservation de l'eau, sur la planification des mesures d'urgence en cas de catastrophe, sur les soins de santé et l'hygiène ainsi que sur le microcrédit et le redéploiement de la main-d'œuvre locale.
- o) Le travail de Développement et Paix est largement reconnu et respecté en Haïti non seulement par les agences communautaires haïtiennes, mais aussi par les autorités de l'Église haïtienne, l'ambassade du Canada et l'Agence canadienne de développement international.
- p) Pendant toute la visite de solidarité de décembre 2011, aucun évêque haïtien ni aucun représentant d'une agence de l'Église haïtienne n'a soulevé la moindre question ou le moindre doute au sujet des partenaires et des programmes de Développement et Paix.
- q) Développement et Paix a testé et appliqué avec succès une stratégie de développement en trois volets, qui intègre les secours d'urgence et la reconstruction.
- r) Développement et Paix s'est mérité une excellente réputation en Haïti pour son sens du partenariat, pour sa façon de respecter les ressources des collectivités locales et pour l'importance qu'il accorde à une approche durable et à long terme.
- s) Dans le monde des organisations non gouvernementales et des agences de développement, on a de plus en plus de respect pour l'option qu'a prise Développement et Paix d'appuyer de petits projets avec des partenaires locaux, en évitant les macro-projets qui risquent d'engendrer une culture de dépendance et d'assistancialisme.
- t) Les projets agricoles soutenus par Développement et Paix font la preuve que la sécurité alimentaire, la récupération et le réaménagement des terres, le reboisement et la relance de la petite production agricole peuvent être viables et couronnés de succès.

Conférence des évêques catholiques du Canada
Le 12 janvier 2012